



**12-07-2012**

## *Conférence sociale des 9 et 10 juillet : les syndicats à la botte*

**S**arkozy- Hollande, deux méthodes mais un seul but : poursuivre l'exploitation capitaliste.

La méthode Sarkozy consistait à passer en force les décisions prises à l'avance, réforme des retraites, casse des services publics, salaires... etc.

La méthode Hollande vise évidemment à obtenir le même résultat, il a besoin pour y parvenir de l'aval renforcé des dirigeants des confédérations syndicales.

**Les gérants du capital se suivent et se ressemblent, la méthode change, le capitalisme reste.**

Devant les 300 participants dont sept ministres à cette « grand- messe », F. Hollande a annoncé la couleur. Son discours d'introduction était truffé d'expressions types: « compétitivité des entreprises », « coût du travail », « baisser les charges qui pèsent sur le travail », « déficits publics », « dette publique », « réforme des retraites », « modifier la loi sur le SMIC », « flexibilité », « réforme de la protection sociale »... Tout y était.

Le ton était donné pour parvenir à un « compromis acceptable par tous ». Des « tables rondes » sur sept thèmes différents mais surtout pas essentiels eurent lieu. Une « synthèse » de ces « débats » sera présentée mais pas avant un an au cours d'une nouvelle conférence dite sociale.

Rien n'a été dit sur les énormes profits réalisés par les multinationales.

Rien sur les 210 Milliards de dividendes accaparés par les actionnaires des grandes entreprises industrielles et financières.

Rien sur les 170 Milliards de cadeaux fait aux entreprises sous forme d'exonérations fiscales et sociales.

Rien sur les 950 Milliards de richesses produites par le travail.

Pas un mot... et pourtant, il y aurait de quoi satisfaire les revendications, développer l'emploi, créer de véritables services publics, développer la protection sociale, la qualité de l'enseignement.

Le silence de F. Hollande n'est pas surprenant, il confirme tout simplement son allégeance au système capitaliste.

Comme le précédent gouvernement, il se met au service des grands groupes pour leur permettre d'accumuler encore plus de profits.

Toutes ses propositions vont dans ce sens : salaires : refonte du SMIC, réforme du financement de la protection sociale : payée par la hausse de la CSG prélevée sur les salaires et les retraites , poursuite de la « baisse du coût du travail », des « aides aux entreprises », de la casse des services publics, bref, la panoplie

aggravée des mauvais coups habituels contre les salariés pour satisfaire les appétits du capital.

Le pouvoir actuel veut même pérenniser par la loi l'intégration des syndicats à cette politique. Scandaleux !

Cette mise en scène appelée « dialogue social » est approuvée par tous les participants, le MEDEF et les dirigeants des centrales syndicales, Chérèque en tête, se réjouissent de la méthode.

Ceux-là s'y prêtent, y compris la CGT qui, nous l'avons déjà dit maintes fois, a abandonné depuis longtemps le terrain des luttes pour celui des « négociations » avec les représentants du capital.

L.Parisot s'en réjouit : « jamais la CGT n'a signé autant d'accords interprofessionnels » dit-elle. Pour quels résultats ? Chaque accord signé se traduit par des reculs pour le monde du travail. Alors pourquoi se compromettre d'avantage ?

**L'histoire sociale française et internationale n'a-t-elle pas démontré que tous les acquis sociaux ont toujours été arrachés au capital par les luttes ? Les intérêts du capital et ceux du travail sont inconciliables, c'était vrai hier, ça l'est encore plus aujourd'hui.**

**Alors pourquoi ne pas jouer le rôle que toute centrale syndicale digne de ce nom devrait jouer : organiser les luttes, les impulser constamment, les coordonner pour satisfaire les besoins fondamentaux ?**

En réalité, l'attitude des dirigeants de la centrale syndicale est un positionnement politique qui consiste à aménager les décisions du capital. Certes, il leur faut quelques fois durcir le discours suivant les circonstances et le niveau du mécontentement, mais au final et au prétexte de maintenir « l'unité syndicale », la centrale fait rentrer tout le monde dans le rang du « dialogue social ».

Mais le mécontentement grandit, les luttes se développent. Dans les entreprises, les syndicats, la CGT en tête, n'ont pas l'intention de se laisser faire. Même s'ils sont isolés, ils se battent.

On recense plus de 300 conflits sociaux dans tout le pays. Tous les secteurs sont concernés, la santé, l'industrie, l'éducation, l'énergie, les services postaux, les transports, l'eau, le commerce.

Au centre des revendications, l'emploi, les salaires, les conditions de travail. Ce sont ces luttes et leur amplification qui font peur aux tenants du capital et à leurs serviteurs quels qu'ils soient. Tous voudraient que la méthode du « dialogue social » devienne la règle pour endiguer, freiner toute volonté de lutte. Poursuivre l'exploitation du travail dans la « paix sociale », c'est de cela qu'ils rêvent.

**Des réactions à cette stratégie des centrales syndicales commencent à s'exprimer, notamment à la CGT, ou les luttes menées par les syndicats d'entreprises, le mécontentement grandissant, ne peuvent être ignorés indéfiniment.**

**Le « compromis positif » entre le capital et le travail est un leurre agité par le pouvoir actuel avec la bénédiction des centrales syndicales.**

**Pour combien de temps ? La réponse est dans le niveau des luttes que les travailleurs seront en capacité de mener.**